



FICHE FILIÈRE SYLVICULTURE

La sylviculture est une activité agricole à part entière, avec une particularité forte : elle se pilote sur le temps long. Les décisions prises aujourd’hui (choix d’essences, densité, gestion des peuplements, investissements) engagent parfois l’exploitation pour plusieurs décennies. Entre aléas climatiques, risques sanitaires, volatilité des marchés du bois et enjeux de biodiversité, la gestion forestière demande une vision stratégique structurée et anticipée.

Ce que vous trouverez ici:

- Les chiffres clés de la filière
- Les tendances actuelles
- Les risques à anticiper
- Les enjeux stratégiques pour votre exploitation
- Les obligations essentielles
- Les leviers concrets pour avancer

Objectif : Vous aider à piloter votre forêt comme un véritable projet d’entreprise : anticiper les risques, optimiser la valorisation du bois, préserver le capital forestier et transmettre un patrimoine résilient.





CONSTRUIRE UN MODÈLE RÉSILIENT, VALORISÉ ET DURABLE

« S'adapter, se développer et pérenniser son exploitation face aux transitions »

O1 PRÉSENTATION DE LA FILIÈRE

La sylviculture regroupe l'ensemble des activités liées à la gestion, la culture et l'exploitation durable des forêts. Elle comprend la production de bois (chênes, hêtres, douglas, pins, peupliers...), la replantation, l'entretien des peuplements, le suivi sanitaire, et la commercialisation des produits forestiers (grumes, bois d'œuvre, bois énergie, bois d'industrie...).

La France est l'un des pays les plus boisés d'Europe, avec une surface forestière en progression. La majorité des forêts appartient à des propriétaires privés (souvent non exploitants directs), tandis qu'une part importante des forêts publiques (domaniales ou communales) est gérée par l'ONF. Les cycles de production sont longs (30 à 200 ans), ce qui demande une vision patrimoniale, intergénérationnelle, mais aussi une capacité à s'adapter au changement climatique, aux marchés du bois, aux maladies, ou encore aux attentes sociétales (accès, biodiversité, protection des paysages...).

Quelques chiffres clés :

- Environ **17 millions** d'hectares de forêts en France métropolitaine (soit 31 % du territoire)
- Près de **75 %** des forêts sont privées (propriétaires individuels, groupements forestiers, sociétés...)
- Environ **60 000** exploitations agricoles déclarent une activité forestière ou bois
- La production annuelle de bois commercialisé atteint environ **38 millions de m³** (dont 60 % en bois d'industrie ou énergie, 40 % bois d'œuvre)
- Près de **400 000** emplois dans la filière forêt-bois
- **1/4** des forêts françaises sont certifiées PEFC (gestion durable)

O2 TENDANCES ACTUELLES (2025)

Les gestionnaires forestiers doivent composer avec des cycles longs et une forte incertitude. Plusieurs tendances structurent l'avenir de la filière :

Changement climatique : une adaptation nécessaire

- Les sécheresses, canicules, tempêtes et attaques d'insectes (scolytes, chenilles, processionnaires) fragilisent les peuplements existants, notamment dans l'Est et le Centre.
- Certaines essences deviennent inadaptées à leur zone de production historique.
- La diversification des essences, la sélection génétique, la sylviculture mélangée ou irrégulière deviennent des stratégies clés.
- Des projets pilotes testent des essences méditerranéennes ou exotiques en remplacement progressif du pin ou de l'épicéa.





Tension économique et rentabilité en recul

- Le coût du foncier forestier reste élevé alors que les revenus du bois sont incertains et cycliques.
- Les travaux sylvicoles (débroussaillage, éclaircies, plantations) sont coûteux et souvent non subventionnés.
- Le manque de main-d'œuvre spécialisée, les coûts de mobilisation (accès, engins), ou les distances aux scieries fragilisent la rentabilité.
- La gestion active devient un vrai levier de valorisation, en lien avec les coopératives, experts forestiers ou gestionnaires.

Le bois au cœur des transitions

- Forte demande mondiale pour le bois énergie (chauffage, pellets), le bois d'œuvre (construction bas carbone, RE2020), ou le bois d'industrie (papier, emballage...).
- Les objectifs nationaux et européens (Stratégie Forêt Climat, SNBC, taxonomie verte) encouragent la mobilisation du bois dans un cadre durable.
- Bien gérée, la forêt devient un actif stratégique pour le climat, l'économie circulaire et la transition écologique.

Attentes sociétales plus fortes

- Le public valorise la forêt comme espace naturel à préserver, parfois au détriment de sa vocation productive.
- Certaines coupes rases ou replantations mécanisées font l'objet de controverses.
- La communication sur la gestion durable, la biodiversité, la prévention des incendies ou l'accueil du public devient un enjeu d'acceptabilité.
- Labels (PEFC, FSC), charte forestière de territoire, panneaux pédagogiques ou partenariats avec les communes renforcent l'image positive.

O3 ANALYSE DES RISQUES

PILIERS DU DIAGNOSTIC	RISQUES OBSERVÉS
VISION & STRATÉGIE DE L'EXPLOITATION	<p>Risque : Ne pas piloter la forêt comme un véritable actif économique et territorial <i>Sans vision de long terme, la forêt est sous-exploitée ou mal valorisée. L'absence de planification empêche de mobiliser les aides, d'anticiper les coupes ou de s'inscrire dans une stratégie de gestion durable.</i></p> <p>→ Structurer un plan simple de gestion (PSG) ou s'entourer d'un gestionnaire forestier permet de redonner du sens et de la valeur à la parcelle boisée.</p>
CONDITIONS DE TRAVAIL ET RELATIONS HUMAINES	<p>Risque : Isolement des propriétaires et difficultés à transmettre ou déléguer <i>Beaucoup de forêts appartiennent à des particuliers peu présents ou peu formés. L'entretien, les coupes, la commercialisation ou les démarches administratives deviennent complexes ou repoussants, notamment en cas de succession.</i></p> <p>→ Se regrouper, se faire accompagner et anticiper la transmission permet de pérenniser la gestion forestière.</p>
ENVIRONNEMENT ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	<p>Risque : Vulnérabilité croissante face aux aléas climatiques et sanitaires <i>Le dérèglement climatique accentue les risques : sécheresse, incendies, tempêtes, scolytes... L'uniformité des peuplements ou le non-entretien fragilisent les écosystèmes forestiers.</i></p> <p>→ Diversifier les essences, entretenir les sols et préserver la biodiversité renforce la résilience de la forêt.</p>





PRATIQUES RESPONSABLES ET QUALITÉ DES PRODUCTIONS	<p>Risque : Ne pas mobiliser la ressource bois de manière durable et rentable</p> <p><i>Sans accès, sans plan de coupe ou débouchés, la forêt reste inactive ou mal exploitée. Le risque est double : perte de valeur et gestion non durable (surexploitation, coupes rases mal perçues...).</i></p> <p>→ Intégrer une coopérative, une charte de gestion durable ou un groupement forestier favorise une mobilisation maîtrisée et conforme aux attentes du marché.</p>
ANCRAGE TERRITORIAL ET DÉVELOPPEMENT LOCAL	<p>Risque : Déconnexion entre forêt privée et dynamique locale</p> <p><i>Forêts abandonnées, routes forestières fermées, absence de communication : cela peut créer des tensions avec les élus, riverains ou habitants.</i></p> <p>→ Impliquer la forêt dans la vie du territoire (biodiversité, accès, économie locale, communication) améliore son acceptabilité et sa reconnaissance.</p>

O4 ANALYSE DES ENJEUX

PILIERS DU DIAGNOSTIC	RISQUES OBSERVÉS
VISION & STRATÉGIE DE L'EXPLOITATION	<p>Structurer une stratégie de long terme permet de mobiliser la valeur économique et écologique de la forêt</p> <p>Une forêt est un actif vivant et productif, mais à horizon long. La formalisation d'un cap (plan de gestion, choix d'essences, objectifs de valorisation...) permet de planifier les coupes, anticiper les risques, accéder aux aides publiques et attirer des partenaires.</p> <p>→ C'est aussi une condition pour réussir des projets de transformation : labellisation, bois d'œuvre local, valorisation énergétique ou écotourisme.</p>
CONDITIONS DE TRAVAIL ET RELATIONS HUMAINES	<p>Sécuriser le facteur humain, souvent sous-estimé, est essentiel pour pérenniser la gestion forestière</p> <p>Les travaux forestiers sont techniques, physiques et souvent réalisés seul ou par des tiers (coopérative, ETF). Il est stratégique d'identifier les compétences clés, d'anticiper la transmission (surtout dans les groupements ou héritages familiaux), et de mieux répartir les rôles (gestion, travaux, commercialisation...).</p> <p>→ Mieux s'entourer, c'est aussi gagner du temps, éviter les erreurs et sécuriser les projets sur 10-30 ans.</p>
ENVIRONNEMENT ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	<p>La forêt est au cœur des enjeux climatiques, de biodiversité et d'adaptation écologique</p> <p>Bien gérée, elle capte du carbone, héberge des habitats précieux, régule l'eau, et contribue à la lutte contre les îlots de chaleur. Des leviers comme la diversification des essences, la préservation des sols, ou la lutte contre les maladies (scolytes, chalarose...) sont indispensables pour maintenir un équilibre durable.</p> <p>→ L'enjeu est aussi économique : une forêt résiliente produit plus, avec moins de pertes, et ouvre la porte aux marchés bas carbone ou à certains financements publics (PSE, MAEC...).</p>
PRATIQUES RESPONSABLES ET QUALITÉ DES PRODUCTIONS	<p>La professionnalisation des pratiques conditionne l'accès au marché et la valorisation des bois</p> <p>Les acheteurs recherchent de plus en plus des garanties sur l'origine, la gestion durable, le respect de l'environnement. Les certifications (PEFC...), les schémas de mobilisation, ou la contractualisation sont des leviers pour se démarquer.</p> <p>→ Des chantiers bien planifiés et tracés permettent aussi d'optimiser les débouchés (bois d'œuvre, bois énergie, plaquettes, sciure...) et de limiter les pertes ou les litiges.</p>





ANCRAGE TERRITORIAL ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

La forêt peut redevenir une force pour l'économie et l'image des territoires ruraux

Elle offre des emplois indirects (scieries, artisans, tourisme), structure des paysages valorisants et répond à une demande locale en bois (construction, chauffage). Mais elle est parfois mal perçue (coupes rases, non'accès...), d'où l'intérêt d'une communication positive, d'un dialogue avec les élus et d'initiatives locales (sentiers, animations, circuits courts bois).

→ C'est aussi un levier pour valoriser la multifonctionnalité des forêts (écologie, économie, culture, social).

L'accompagnement stratégique du Crédit Agricole aide à structurer ces enjeux, à poser un diagnostic clair et à construire un plan d'action adapté, pour renforcer la performance globale de l'exploitation.

05 ATTENTES RÉGLEMENTAIRES

La réglementation forestière encadre la gestion durable de la ressource bois et des écosystèmes. Bien comprise, elle peut devenir un levier de valorisation, d'accès à certaines aides ou de différenciation commerciale.

SUJET RÉGLEMENTAIRE	DÉCRYPTAGE
ASSURER UNE GESTION DURABLE DANS LE TEMPS	<p>Enjeu : assurer une gestion durable dans le temps Obligatoire à partir de 25 ha de forêts d'un seul tenant (ou parfois moins dans des démarches volontaires), le PSG encadre la stratégie de gestion (coupes, reboisement, entretien) sur 10 à 20 ans.</p> <p>Opportunités pour l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accès facilité à certaines aides publiques (aides reboisement, MAEC forêt, Label Bas Carbone...) • Meilleure visibilité sur les coupes, la valorisation, la transmission • Valorisation commerciale auprès des coopératives et entreprises du bois
CODE FORESTIER ET AUTORISATION DE COUPE	<p>Enjeu : préserver les équilibres forestiers Les coupes rases supérieures à 4 ha doivent faire l'objet d'une déclaration ou autorisation. Certaines espèces ou zones (ZPS, ZNIEFF, NATURA 2000) peuvent restreindre les opérations.</p> <p>Opportunités pour l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Anticipation = gain de temps, acceptabilité renforcée • Dialogue avec la DDT et les collectivités possibles pour mieux intégrer les enjeux locaux • Meilleure image auprès des riverains et partenaires territoriaux
ICPE / STOCKAGE / CHANTIERS FORESTIERS	<p>Enjeu : sécuriser les activités de transformation ou de stockage Les activités de sciage, broyage, séchage, stockage de plaquettes ou bois énergie peuvent relever du régime ICPE selon les volumes et conditions de stockage (risque incendie, poussières...).</p> <p>Opportunités pour l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Régulariser ou anticiper un développement d'activité (séchoir, hangar...) • Identifier les aides ou accompagnements existants (DRAAF, ADEME...) • Valoriser la maîtrise des risques et l'organisation en cas d'investissement





SANTÉ-SÉCURITÉ AU TRAVAIL / DUERP	<p>Enjeu : prévenir les accidents en forêt La sécurité des personnes (salariés, stagiaires, intervenants) est une obligation légale : DUERP, EPI, signalisation, procédures. En cas de travail en hauteur ou en solitaire, les règles sont renforcées.</p> <p>Opportunités pour l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sécurisation des relations avec les partenaires (ETF, coopérative...) • Réduction des risques juridiques en cas d'accident • Amélioration des conditions de travail = attractivité renforcée
BIODIVERSITÉ ET PROTECTION DES MILIEUX	<p>Enjeu : respecter les obligations environnementales croissantes Zones Natura 2000, espèces protégées, ripisylves, corridors écologiques... Des obligations peuvent s'imposer dans certaines zones.</p> <p>Opportunités pour l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accès à certaines aides (MAEC, PSE forestiers...) • Éviter les blocages de chantier ou litiges • Valoriser la forêt comme écosystème multifonctions

Plutôt que de subir la réglementation, mieux vaut la comprendre et l'anticiper pour essayer de toujours en tirer parti : meilleure organisation, économies techniques, accès à des aides et financements, reconnaissance des efforts déjà engagés. Le diagnostic stratégique permet de prendre du recul sur l'ensemble de ces enjeux, de repérer les opportunités réglementaires activables, et de construire un plan d'action aligné avec la réalité de l'exploitation.

O6 LABELS ET CERTIFICATIONS

Les labels et certifications permettent de structurer une montée en gamme (qualité gustative, environnement, traçabilité, origine). Ils ne sont pas tous obligatoires, mais peuvent devenir stratégiques selon les débouchés visés (GMS, coopératives, vente directe, export, circuits spécialisés).

LABEL / CERTIFICATION	DESCRIPTION	DURÉE D'ENGAGEMENT	COÛTS ESTIMÉS	RETOMBÉES ÉCONOMIQUES	ORGANISMES CERTIFICATEURS
PEFC – PROGRAMME DE RECONNAISSANCE DES CERTIFICATIONS FORESTIÈRES	Certification de gestion durable des forêts. Engagements sur la biodiversité, les sols, la régénération, les paysages, le dialogue local.	5 ans, avec audits réguliers	0,20 à 0,40 €/m³ de bois vendu certifié + cotisation annuelle (variable selon la surface)	Accès facilité à certains marchés (papeterie, bois énergie, bâtiment), image environnementale renforcée	PEFC France, via des groupes de gestion forestière
LABEL BAS CARBONE – MÉTHODE FORÊT / RECONSTITUTION / BOISEMENT / CONVERSION	Permet de valoriser les projets qui captent du carbone (reboisement, amélioration de la gestion, changement d'essence...). Démarche validée par le ministère de la Transition Écologique.	30 ans (durée du projet carbone)	Étude initiale + accompagnement : 3 à 7 €/ha/an. Coût total selon projet.	30 à 80 €/tCO ₂ évitée. Ex : 15-50 t/ha sur 30 ans = 450 à 2 000 €/ha selon projet. Possibilité de vente à des acheteurs publics ou privés.	France Carbone Agri, coopératives forestières, coopératives agricoles, bureaux d'études





FSC (FOREST STEWARDSHIP COUNCIL)	Certification internationale exigeante sur la gestion durable, les droits humains, la biodiversité et la traçabilité des produits bois.	5 ans avec audits annuels	Supérieur à PEFC (plus complexe à obtenir)	Marchés à l'export, exigences de grands donneurs d'ordre, image RSE internationale	FSC France, certificateurs accrédités
ISO 14001 – SYSTÈME DE MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL	Certification volontaire pour les structures plus importantes (scieries, groupements) : planifier, suivre, améliorer en continu les impacts environnementaux.	3 ans renouvelables	Audit initial + maintien : plusieurs milliers €/an selon taille	Structuration interne, reconnaissance externe, meilleure maîtrise des risques et des coûts	Bureau Veritas, Afnor, Qualisud, Ecocert, etc.

Ces certifications ne sont pas obligatoires, mais elles peuvent renforcer la valorisation commerciale, la reconnaissance technique, et l'accès à certains marchés ou appels à projets (notamment bois énergie, commande publique, export...).

07 POUR C'EST STRATÉGIQUE D'AGIR MAINTENANT (ET COMMENT S'Y METTRE) ?

Gérer durablement une exploitation forestière, ce n'est pas seulement produire du bois : c'est aussi anticiper les aléas, construire une stratégie résiliente, valoriser les ressources du territoire et répondre aux nouvelles attentes économiques, sociales et environnementales.

Voici 5 bonnes raisons d'agir maintenant, avec des leviers simples à portée de main :

Donner un cap à long terme face à l'instabilité du climat et des marchés

Sans vision structurée, difficile d'anticiper les chantiers, les besoins en main-d'œuvre, ou les transformations nécessaires du peuplement forestier.

→ Levier : construire un plan de gestion durable intégré, prioriser les investissements (diversification des essences, reboisement, routes forestières), et identifier les opportunités de valorisation (carbone, énergie, biomasse...).

Renforcer l'attractivité, préserver la santé et transmettre les savoir-faire

Les métiers forestiers sont physiquement exigeants, parfois isolés, avec une pénurie de compétences et une forte saisonnalité.

→ Levier : améliorer l'ergonomie, les conditions de sécurité, prévoir les équipements adaptés, valoriser le métier, faciliter la reprise ou le travail en collectif avec d'autres structures rurales.

Préserver les sols, la ressource en eau, et la biodiversité forestière

La gestion forestière a un impact direct sur la qualité des sols, le cycle de l'eau, et les équilibres écologiques.

→ Levier : intégrer des essences adaptées, diversifier les peuplements, gérer les coupes de façon raisonnée, et valoriser les haies, mares, ripisylves ou bois morts comme réservoirs de biodiversité.





Rendre visible la gestion durable et les bonnes pratiques

Les attentes des acheteurs et du public sur la traçabilité, le carbone ou la biodiversité augmentent, mais les efforts des forestiers sont encore peu connus ou reconnus.

→ Levier : obtenir une certification (PEFC, FSC), formaliser ses pratiques (gestion différenciée, cahiers de chantier), valoriser les démarches responsables dans les appels d'offres ou les circuits courts.

Faire reconnaître la forêt comme un atout pour l'économie locale et la résilience collective

La filière bois-forêt génère des retombées économiques, mais reste parfois déconnectée des autres acteurs du territoire.

→ Levier : créer des partenariats avec les collectivités, les entreprises locales, les acteurs de la filière bois (scieries, artisans, énergie bois), et participer à des projets communs (biodiversité, éducation, circuits courts, accueil du public).

VOUS N'ÊTES PAS SEUL POUR AVANCER : CONTACTEZ VOTRE CONSEILLER AGRICOLE POUR ACTIVER CES LEVIERS GRATUITEMENT, AVEC DES OUTILS SIMPLES, DES PARTENAIRES LOCAUX ET UN ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ.

